

Unité départementale de l'Oise
Z.A. de la Vatine
283, rue de Clermont
60000 BEAUVAIS

BEAUVAIS, le 06/12/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/11/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

BOSTIK

Zone industrielle du Meux - Rue du Buisson du Roi
BP 20114
60880 Le Meux

Références : IC-R/0506/23-JUD
Code AIOT : 0005107182

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/11/2023 dans l'établissement BOSTIK implanté Zone industrielle du Meux - Rue du Buisson du Roi BP 20114 60880 Le Meux. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'accident industriel survenu le 26 septembre 2019 à Rouen a montré l'importance de pouvoir disposer rapidement d'un état des stocks, à la fois pour la gestion de l'accident par les services de secours et la communication de crise par la préfecture.

Par retour d'expérience de cet accident, les dispositions de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels des installations classées soumises à autorisation ont été complétées pour imposer la tenue d'un état des matières stockées et la disponibilité de cet état.

L'inspection réalisée s'inscrit dans le cadre d'une action régionale visant à contrôler la mise en œuvre de ces nouvelles dispositions par les exploitants d'installations classées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BOSTIK
- Zone industrielle du Meux - Rue du Buisson du Roi BP 20114 60880 Le Meux
- Code AIOT : 0005107182
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société BOSTIK (ex DEN BRAVEN) située sur la commune de Le Meux exploite une usine de fabrication de mastics et de colles polyuréthane et hybrides. La société réalise une grande variété de produits, en raison de nombreuses marques. Les deux ingrédients majeurs des préparations sont le polyol et l'isocyanate. Ces activités relèvent de la législation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et sont soumises à Autorisation au titre des rubriques 3410 et 4110 de la nomenclature des installations classées.

L'établissement est visé par la Directive IED pour son activité principale relative à la rubrique 3410.h : fabrication de polymères en quantité industrielle par transformation chimique.

Le site est réglementé par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 13 avril 2022.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants : action régionale état des stocks

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;

- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Classement des ICPE	Arrêté Préfectoral du 13/04/2022, article 1.2.1	Sans objet
2	État des matières stockées – Généralités	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet
5	Rétention	Arrêté Préfectoral du 13/04/2022, article 7.5.2	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	État des matières stockées – Fiches de données de sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet
4	État des matières stockées – accessibilité à l'état des stocks	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a été mesure de présenter rapidement un état des matières stockées, mais il ne permet pas de vérifier que l'établissement respecte le cadre de son autorisation. De plus, le responsable HSE du site est le seul à être en mesure de réaliser cet inventaire et de le transmettre aux autorités en cas de sinistre.

Suite aux constats réalisés lors de la visite terrain, l'exploitant doit transmettre des documents complémentaires afin d'attester que les capacités de rétention du site sont disponibles en permanence et que les déchets du site sont stockés sur une dalle extérieure étanche.

Les éléments demandés par l'inspection peuvent être transmis rapidement par l'exploitant et font donc l'objet de fait susceptible de suites.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Classement des ICPE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/04/2022, article 1.2.1				
Thème(s) : Situation administrative, ICPE				
Prescription contrôlée :				
Rubrique	Alinéa	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Description des installations
3410	-	A	Fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique de produits chimiques organiques, tels que : n) matières plastiques (polymères, fibres synthétiques, fibres à base de cellulose)	Formulation des liants de PU/hybrides dans le réacteur PU. Capacité de production maximale de 77 t/j
4110	2	A	Toxicité aiguë catégorie 1 pour l'une au moins des voies d'exposition, à l'exclusion de l'uranium et ses composés. 2. Substances et mélanges liquides La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 250 kg	Stockage et emploi d'IPDI (H330) stocké dans le local tempéré et employé dans l'atelier de fabrication 2 Environ 1 800 kg
1978	17	D	Solvants organiques (installations et activités mentionnées à l'annexe VII de la directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) utilisant des) 17. Fabrication de mélanges	Stockage et emploi de Solvant 55 en GRV dans le magasin matières premières Environ 610 tonnes par an

Rubrique	Alinéa	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Description des installations
			pour revêtements, de vernis, d'encres et de colle	
1510	3	DC	Entrepôts couverts (stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 t) Le volume des entrepôts étant : 3. Supérieur ou égal à 5 000 m³, mais inférieur à 50 000 m³	Stockage de matières combustibles et inflammables dans l'entrepôt "matières premières" (1510 et 4331) Stockage des mastics et colles dans l'entrepôt "produits finis" (2662) Local tempéré (4110) Local solvant (4331) Cuverie (1510) Auvent déchets inflammables 35 666 m³
2564	2	DC	Nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques, à l'exclusion des activités classées au titre de la rubrique 3670. 1. Hors procédé sous vide, le volume des cuves affectées au traitement étant : c) Supérieur à 200 l mais inférieur ou égal à 1 500 l pour les autres liquides organohalogénés ou solvants organiques	Deux cuves de lavage d'une capacité de 2*300 l soit 600 litres
2925	-	D	Accumulateurs (ateliers de charge d') La puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW	21 postes de charge des batteries Puissance de 68,8 kW
4331	3	DC	Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant : 3. Supérieure ou égale à 50 t mais inférieure à 100 t	Stockage et emploi de matières premières, de liants inflammables, de xylène, d'encres et de solvants (local solvant) Environ 56 t Déchets de xylène Environ 10 t
4726	2	D	2,4-diisocyanate de toluène (numéro CAS 584-84-9) ou 2,6-diisocyanate de toluène (numéro CAS 91-08-7). La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 500 kg mais inférieure à 10 t	Stockage et emploi de TDI (5,5 t) stocké dans le local tempéré et employé dans l'atelier de fabrication 2

Constats :

Afin de réaliser l'état des stocks, l'exploitant procède à une extraction du logiciel SAP comprenant l'ensemble des matières présentes sur le site. L'état des stocks fait apparaître les quantités de matières stockées en fonction des mentions de danger des produits et de leur lieu de stockage.

L'inspection n'a pas pu contrôler la justesse du classement de l'établissement puisque l'état des stocks n'indique pas les quantités présentes sur le site au sens de la nomenclature (rubrique 4XXX notamment). De plus, l'exploitant a indiqué qu'en raison de la méthode utilisée pour réaliser l'état des stocks, certaines matières peuvent être quantifiées plusieurs fois, car elles possèdent plusieurs mentions de danger (ex : le TDI est combustible et toxique). Les quantités indiquées peuvent donc être majorantes.

Suite à ces constats, l'inspection a vérifié, à l'aide du logiciel SAP, les quantités de matières associées aux rubriques pour lesquelles le tableau de classement du site autorise un seul type de produit :

- 4110 : 800 kg de d'IPDI – 1800 kg autorisés ;
- 1978 : 6,9 t de solvant 55 – 610 t par an autorisées ;
- 4726 : 3 t de TDI – 5,5 t autorisées ;
- 4331 : 42 t de liquides inflammables – 56 t autorisées.

L'inspection a également vérifié par sondage, la justesse de l'état des stocks vis-à-vis du stockage réel sur le site.

A titre d'exemple, l'état des stocks indique une quantité de 27 t de Xylène ; sur le site se trouvaient 24 m³ de Xylène correspondant à une quantité de 21 t.

L'état des stocks mentionne une quantité de 23 t de déchets sur l'ensemble du site. Cependant, il n'est pas précisé le type de déchet ni la rubrique associée. Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué, à l'aide du logiciel interne (SAP), que les 23 t de déchets sont composés de 3 t de déchets de liquides inflammables et 20 t de déchets combustibles de type 1510.

Les déchets dits « spot » ne sont pas intégrés à l'état des stocks car difficilement quantifiables : entre 300 kg et 2 t par semaine. Il a été rappelé à l'exploitant que l'état des stocks doit tenir compte de l'ensemble des déchets présents sur le site.

Au vu des documents consultés et des informations apportées par l'exploitant, les déchets présents dans l'installation ne contribuent pas à un classement Seveso du site.

Fait susceptible de suite n°1: afin de démontrer qu'il respecte le cadre de son autorisation, l'exploitant transmettra, sous 30 jours à compter de la réception du présent rapport, un état des stocks à jour en indiquant :

- les quantités de matières exacts présentes sur le site au sens de la nomenclature ;
- l'ensemble des déchets stockés en précisant chaque type de déchet et la rubrique associée.

Observations :

Les emplacements de stockage indiqués dans le tableau de classement peuvent être erronés. À titre d'exemple, le xylène est stocké dans le local solvant mais également dans le magasin de matière première. L'exploitant a indiqué que l'état des stocks indique en temps réel le lieu de stockage pour chaque matière. L'exploitant transmettra, dans son prochain dossier de porter à connaissance, l'emplacement exact où les produits sont susceptibles d'être stockés afin que l'inspection puisse procéder à la modification du tableau de classement.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 2 : État des matières stockées – Généralités

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49

Thème(s) : Risques accidentels, Généralités sur l'état des stocks

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

Constats :

L'exploitant a été en mesure de présenter un état des matières stockées sur le site. Il fait apparaître les quantités de matières en fonction des mentions de danger des produits et de leur endroit de stockage. Les quantités sont exprimées en tonne.

Pour rappel, l'inspection n'a pas pu vérifier que les matières sont bien associées aux bonnes rubriques ICPE puisque l'état des stocks n'indique pas les quantités présentes sur le site au sens de la nomenclature (cf. prescription n°1).

D'après les documents transmis par l'exploitant, l'état des matières stockées intègre l'ensemble

des matières combustibles présentes sur site y compris celles non dangereuses. À titre d'exemple, les matières dites « consommables » (cartons, canules, palettes, bois,...) sont estimées à 350 t.

L'exploitant a indiqué que l'état des stocks est mis à jour quotidiennement. Cet inventaire « administratif » est recalé par un inventaire physique et réalisé tout le long de l'année en fonction des familles de produit (matières premières, produits finis, emballages,...).

Fait susceptible de suites n°2 : le responsable HSE (M. VIGNE) du site est le seul à être en mesure de réaliser cet inventaire et de le transmettre rapidement aux autorités en cas de sinistre. Sous 30 jours à compter de la réception du présent rapport, l'exploitant transmettra tout document permettant d'attester que l'état des matières stockées est mis à jour quotidiennement et tenu en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires quelles que soient les conditions d'exploitation du site.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 3 : État des matières stockées – Fiches de données de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49

Thème(s) : Risques accidentels, Fiches de données de sécurité

Prescription contrôlée :

L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.

Constats :

Les Fiches de Données de Sécurité sont enregistrées sur une base de donnée du site BOSTIK (WERCS) et également présentes en version papier dans le laboratoire.

L'inspection a vérifié la présence des FDS suivantes :

- Diisocyanate d'isophore (IPDI) : version de mai 2023 ;
- Xylène : version de mars 2023 ;
- Diisocyanate de toluène (TDI) : version de février 2022.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : État des matières stockées – accessibilité à l'état des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49

Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité des documents

Prescription contrôlée :

Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.

Constats :

Lors de l'inspection, les Fiches de Données de Sécurité et l'état des stocks ont été présentés rapidement (moins de 5 minutes).

L'état des stocks est imprimé quotidiennement par le responsable HSE et remis à l'accueil du site.

Il est également disponible sur le serveur du site accessible à l'extérieur en cas de sinistre.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Rétention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/04/2022, article 7.5.2

Thème(s) : Risques accidentels, Rétention

Prescription contrôlée :

[...] F. L'exploitant veille à ce que les capacités de rétention soient disponibles en permanence. [...]

Constats :

Les rétentions associées à l'entrepôt de matières premières, au local solvant et au local tempéré - lieux de stockage de liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sol - sont réalisées par le biais de barrières étanches manuelles.

Lors de la visite du site, l'inspection a constaté que ces barrières étaient en position ouverte.



L'exploitant a indiqué que les barrières étaient mises en place seulement le week-end car les employés ont besoin de circuler dans ces zones la semaine.

Le site fonctionne actuellement en 3*8 heures, du lundi à 6h00 au vendredi 14h00. Il est fermé le week-end, les jours fériés et quelques semaines pendant les vacances scolaires.

Fait susceptible de suites n°3 : sous 30 jours à compter de la réception du présent rapport, l'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées, tout élément permettant de justifier que les barrières de rétentions sont mises en place rapidement et en toutes circonstances par les opérateurs (procédures, formations,...).

Lors de la visite du site, l'inspection a constaté que certains IBC, stockés à l'extérieur du site dans l'attente de leurs évacuations, contenaient un fond de produit liquide sans être placés sur une zone de rétention. L'exploitant doit s'assurer que les IBC stockés sur la dalle extérieure, ne contiennent plus de liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols. S'il n'est pas en mesure de pouvoir faire appliquer cette consigne, l'ensemble des IBC « déchets » doit être stocké sur une zone de rétention au sens de l'article 7.5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 13 avril 2022.

Fait susceptible de suite n°4 : sous 30 jours à compter de la réception du présent rapport, l'exploitant transmettra les éléments permettant de justifier que la zone déchet se trouve sur une dalle extérieur étanche.

Type de suites proposées : Susceptible de suites